

SITUATION DANS LES ETATS ASSOCIES.-

Deux évènements préoccupent les esprits:
Les négociations franco-vietnamiennes et la Conférence asiatique de Genève.

Négociations franco-vietnamiennes.-

Le Président Buu Loc et cinq ministres ont déjà quitté Saigon pour Paris. D'autres doivent les suivre au cours de ces prochains jours. Ce n'est probablement pas de coeur très gai qu'ils sont partis car ils doivent bien se rendre compte qu'ils n'ont que fort peu de support au Viêt-Nam. En vain le Président essaya-t-il d'augmenter sa popularité par ses mesures d'austérité et en abolissant la taxe annuelle sur les bicyclettes. Le temps lui manqua pour exploiter ces mesures dans l'opinion publique. Il essaya également de renforcer sa position en se faisant quasi investir une deuxième fois au nord au cours de son voyage à Hanoi et à Haiphong. Il espérait en effet que S.M. Bao Dai l'y accompagnerait pour le présenter officiellement à la population tonkinoise. Au dernier moment, ce dernier, prétextant une crise de paludisme, se récusa. On prétend que S.E. Nguyen De, Chef du Cabinet impérial (qui fait de plus en plus figure d'Emminence grise) aurait conseillé à Sa Majesté de ne pas faire cause commune trop ouvertement avec un gouvernement qui n'est guère populaire et qui, devant faire face à une tâche ingrate, pourrait fort bien encourir le mécontentement du public si les résultats de Paris et de Genève ne sont pas exactement, ceux qu'on attendait; dans le cas d'un support trop marqué, une chute du cabinet Buu Loc pourrait entraîner celle du régime Bao Dai.

Dans une allocution prononcée à un déjeuner du Rotary Club de Saigon, Monsieur l'Ambassadeur Offroy, jusqu'ici Commissaire Général Adjoint de France en Indochine et Chef de la délégation française aux pourparlers préliminaires qui se tinrent en Indochine, exprima le point de vue des autorités françaises locales à la veille de l'ouverture des négociations. Ce discours n'avait probablement pas seulement pour but de renseigner les maisons locales mais il devait être destiné aussi à rappeler à l'ordre les autorités et la population vietnamiennes où il était devenu de mode de se montrer un peu trop anti-français. Dans le domaine économique, en se basant sur des constatations purement pratiques (mais qui ne mentionnent ni l'aide économique américaine ni celle du Commonwealth britannique), Monsieur Offroy a tenu à souligner tout spécialement la dépendance du Viêt-Nam envers la France. Sur le plan financier, il paraît admettre comme un fait accompli, à l'exclusion de toute alternative possible, que le Viêt-Nam sera forcé de continuer à faire partie du bloc Franc et que ce sera la France qui, comme par le passé, mettra à sa disposition les devises nécessaires à ses achats à l'étranger. Vous trouverez en annexe de plus amples détails sur cet exposé.

De son côté, le Président Buu Loc exprima le point de vue vietnamien au cours d'un déjeuner auquel il avait convié les journalistes saigonais. Vous trouverez également le texte de ce discours ci-joint. Il ne donne pas de détails sur les revendications vietnamiennes et le Président base sa conviction d'une réussite des pourparlers de Paris plutôt sur des raisons d'**Dodis** sentimental et idéologique que sur une convergence des inté



Conférence de Genève.-

Le point de vue vietnamien a déjà été exposé dans mon rapport du 25 février. Le discours du Président Buu Loc (annexé à ce rapport) ne fait que réitérer les opinions déjà exprimées.

* présent

Du côté français, on s'en réfère aux déclarations de la Métropole en ajoutant (avec référence aux propositions du Pandit Nehru): pourparlers d'abord, trêve ensuite.

De beaucoup la plus forte réaction est celle des représentants de la Grande Bretagne et de l'Australie. Le Ministre de ce dernier pays me confiait à titre strictement confidentiel: Nous avons dû en arriver à la conclusion que les troupes vietnamiennes ne sont pas de taille à tenir tête seules aux armées vietminh. Le retrait du corps expéditionnaire aurait pour effet inévitable une domination vietminh sur l'ensemble de l'Indochine à plus ou moins bref délai. Ce serait là pour nous un événement très grave car nous serions directement menacés en Malaisie, à Bornéo et dans nos autres territoires; de plus la menace communiste se rapprocherait beaucoup trop de l'Australie. Nous devons admettre que ce sont principalement les intérêts du Commonwealth britannique qui se jouent en Indochine. Même ceux de la France n'y sont pas comparables car ce pays est avant tout une puissance européenne dont la sphère d'action directe se trouve en Afrique du Nord. Il est compréhensible qu'elle ne puisse pas continuer indéfiniment à affaiblir sa position pour la défense d'une région qui n'a pour elle qu'une importance secondaire. Même les Etats Unis n'y ont qu'un intérêt indirect découlant de leur stratégie globale. Nous avons pu les convaincre (" We managed to sell them the idea..") que les événements d'Indochine sont d'une importance capitale pour eux mais il n'est guère concevable, pour le cas où le corps expéditionnaire français devait être retiré de l'Indochine, qu'il puisse être remplacé par des troupes américaines. De notre côté, nous ne sommes pas prêts à intervenir. Nous pouvons donc critiquer jusqu'à un certain point la France pour la façon dont elle conduit la guerre en Indochine et ne pas être d'accord avec elle en tous points, mais nous devons soutenir autant que possible toute nation et tout gouvernement qui est prêt à se battre et défend ainsi nos intérêts bien plus importants que les siens. Nous avons heureusement pu convaincre Monsieur Bidault de n'accepter aucun accommodement à Genève et nous espérons qu'il restera au pouvoir assez longtemps pour que nous ne courrions pas le risque de voir se conclure une paix de compromis qui livrerait l'Indochine au vietminh.

On paraît donc espérer tout au plus une trêve prolongée, mais cette idée n'est guère populaire dans les milieux des Etats Associés. C'est ainsi que S.E. Souvanna Phouma, Président du Conseil des Ministres du Laos vient de déclarer:

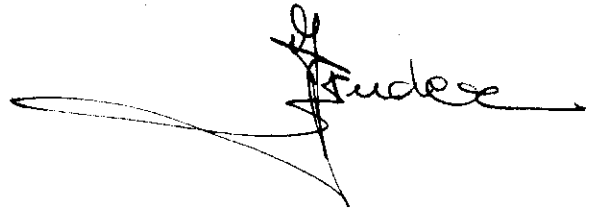
" Le Président Nehru a proposé le cessez-le-feu en Indochine. Le Laos refuse catégoriquement d'envisager une pareille éventualité. Les étrangers vietminh ont envahi notre territoire sans aucune provocation de notre part. Le Vietminh doit d'abord évacuer toutes les régions du Laos qu'il occupe. Nous ne consentirions à aucun accord avant que cette condition essentielle soit réalisée". De plus on souligne qu'un armistice est techniquement impossible à réaliser.

Le presse vietnamienne se montre généralement pessimiste sur le résultat de la conférence de Genève. Par contre, elle estime

que cette conférence pourrait avoir des répercussions favorables sur les négociations franco-vietnamiennes, estimant que la France devra donner les attributs de souveraineté au Viêt-Nam si elle veut éviter des complications possibles et s'assurer une position favorable à Genève.

Finalement le Premier Ministre laotien a annoncé le 2 mars que son gouvernement démissionnerait dans une quinzaine de jours afin de permettre la constitution d'une équipe plus cohérente et suffisamment représentative pour pouvoir représenter dignement le Laos à la Conférence de Genève. "Cette conférence est pour nous d'une importance exceptionnelle", a-t-il ajouté.

Saigon, le 4 mars 1954.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "G. Boudet", with a long horizontal flourish extending to the left.